

« Parfois on prête au Roi un pouvoir infini, parfois pas de pouvoir du tout. La réalité est au milieu »

F

Frans van Daele est un « grand commis de l'Etat ». Diplomate de haut vol, ministre d'Etat, il a travaillé avec plusieurs Premiers ministres, et Herman Van Rompuy au Conseil européen. A 70 ans, il vient de terminer sa carrière, comme chef de cabinet du roi Philippe, depuis l'intronisation en 2013 jusqu'au 31 octobre.

Entrons avec lui dans les coulisses royales, européennes et internationales.

Vous étiez déjà proche de Philippe lorsqu'il était prince, mais comment devient-on chef de cabinet d'un Roi ?

On le devient car le Roi vous choisit. Je pense qu'avoir une expérience internationale, une expérience politique via la diplomatie, joue sans doute un grand rôle. Par le hasard de ma carrière diplomatique, j'avais fait la connaissance du prince Philippe dans les années 80, quand j'étais en poste à Rome. Par la suite, je l'ai encore rencontré plusieurs fois.

Le politique valide aussi le choix du chef de cabinet du Roi...

Je pense qu'a joué le fait que, lorsque j'étais le représentant de la Belgique auprès de l'Union européenne sous les gouvernements Verhofstadt, j'ai défendu loyalement les intérêts de notre pays et je mettais en œuvre les instructions du gouvernement.

L'étiquette politique compte aussi (CD&V) ?

Je ne le crois pas, je crois que c'est surtout le profil des hommes qui joue.

Au fond : vous êtes monarchiste ?

Oui, dans le sens que la monarchie fait partie de nos institutions et représente une valeur ajoutée utile à notre pays. Si on est anti-monarchiste, on n'accepte d'ailleurs pas une telle fonction...

Pourquoi avoir accepté ?

J'avais choisi un métier qui consiste à servir son pays. Et servir le Roi, c'est servir son pays. J'en garde de très beaux souvenirs. Celui de travailler pour des souverains qui se dévouent pour défendre les intérêts de leur pays. Pour moi, ce n'était pas uniquement un honneur et un devoir, mais aussi un plaisir. J'ai de très bons sou-

venirs de discussions sur la philosophie politique, de discussions en équipe présidées par lui, de la volonté de s'inscrire dans l'évolution économique et sociale du pays.

Concrètement, en quoi consiste le métier de chef de cabinet du Roi ?

La première fonction est d'être le conseiller politique du Roi. Politique, car il garde des contacts étroits avec le milieu politique, à commencer par le Premier ministre qu'il voit une fois par semaine. Le Roi joue aussi un rôle particulier au moment de la formation du gouvernement. Deuxièmement, le chef de cabinet participe à l'élaboration et au choix des activités du Roi. Et la troisième fonction, c'est d'aider à entretenir les contacts avec la société civile, les médias, les milieux économiques et politiques.

Sachant que le Roi doit être « neutre » politiquement, pouviez-vous, comme un chef de cabinet d'un ministre par exemple, lui conseiller des positions politiques ?

Le chef de cabinet d'un ministre prend fait et cause pour les positions de son ministre, qui font partie du jeu politique. Ici, ce n'est pas cela. On dit parfois que le Roi exerce une magistrature d'influence. C'est sans doute vrai, car le Roi parle avec beaucoup de responsables, dans tous les domaines, et il s'informe auprès de ses interlocuteurs, leur donne son avis dans le secret du colloque singulier. C'est l'application au quotidien de la règle de Bagehot : « the right to be consulted, to encourage, to warn ». Il ne s'agit donc pas de positions politiques au sens partisan, mais de créer les conditions de la cohésion sociale ou de la convivialité. Le Roi contribue à construire des ponts entre les segments de la société. Il peut aussi attirer l'attention et mettre à l'agenda des sujets d'intérêt commun, comme il l'a fait avec la formation en alternance.

Avez-vous encouragé le Roi à faire des choses qu'il ne faisait pas ou découragé de faire certaines choses ?

Je ne vais pas vous dire sur quels sujets j'ai donné quels conseils.

Vous avez évoqué la valeur ajoutée de la monarchie : quelle est-elle selon vous ?

Elle est double : sur le plan intérieur et extérieur. Prenez les visites d'Etat : il est évident qu'un Roi exerce une influence plus visible dans une série de pays ; il y a une valeur ajoutée en matière de création de « good will », de contacts ; il ouvre les portes. Sur le plan intérieur, le Roi constitue un élément de durée, donc de stabilité, dans l'ensemble des institutions. Comme il n'est pas le produit d'arbitrages politiques, il lui est plus facile d'exercer cette magistrature d'influence.

Elle représente son vrai « pouvoir » ?

Si le pouvoir consiste à aider à créer les conditions pour que le pays se dirige dans la bonne direction, oui. Mais je préfère le mot « influence ».

Diriger le pays dans la bonne direction, c'est... ?

C'est maintenir la Belgique dans un environnement international favorable à ses intérêts de prospérité et de sécurité ;

c'est veiller à ce que règnent des relations productives entre les segments du pays ; c'est maintenir un consensus sur l'équilibre entre responsabilité et solidarité.

Mais vu de l'extérieur, et étant donné le contexte politique, on a l'impression d'un Roi très prudent, voire lisse...

Chacun s'exprime à sa façon et les circonstances changeantes influencent aussi le discours qu'on tient.

Le terme « lisse » vous choque ?

Je trouve que le Roi a un règne influent, pas lisse.

On entend souvent dire que, durant la crise de 2010-2011, Albert II a « sauvé le pays ». Le Roi n'a plus un tel pouvoir, si ?

Parfois les gens prêtent au Roi un pouvoir infini, parfois ils ne lui prêtent pas de pouvoir du tout. La réalité se trouve quelque part au milieu.

Dans la crise catalane, le roi Felipe est intervenu durement. Qu'en pensez-vous ?

Dans certaines circonstances exceptionnelles, le Roi peut constituer le dernier recours ; mais ce dernier recours doit alors rétablir le consensus.

Vous en avez parlé avec le Roi ?

Nous suivons l'actualité et dans ce cadre, nous avons parlé du cas catalan.

Comment voyez-vous l'évolution de la monarchie ces prochaines années ?

Aussi longtemps que le pays se développe et progresse selon les lignes actuelles, sans vrai affrontement, communautaire ou autre, je pense que le rôle de la monarchie poursuivra le même parcours.

Pas besoin de monarchie protocolaire ?

C'est un peu sémantique. La formation du gouvernement me semble s'être assez bien déroulée. Si un système fonctionne assez bien, pourquoi le remettre en cause ?

Philippe est un Roi « zéro fautes » ?

J'entends souvent cette expression. « un parcours sans fautes », utilisée avec de bonnes intentions ; mais je trouve que le Roi a fait un parcours de grande qualité.

Un Roi n'a guère le choix de son destin, même s'il n'est pas fait pour ça. L'héritier peut-il renoncer ? Elisabeth le pourrait ?

Sans être juriste, je pense que, constitutionnellement, le refus ou l'abdication sont techniquement possibles.

Jugez-vous qu'être Roi est une tâche difficile, car très corsetée ?

Tout ce que le Roi dit, tout ce qu'il fait, est suivi de très près. D'où l'importance de parler et de se comporter de façon telle que l'adhésion reste acquise.

Quel fut pour vous le moment le plus difficile durant ces années au Palais ?

Des moments vraiment difficiles, je n'en vois pas.

L'épisode de la thalasso au moment du lockdown à Bruxelles ?

Non, cela a créé des remous, mais les Belges n'y ont prêté quasi aucune attention.

Les difficultés avec le prince Laurent ?

Elles relèvent de sa personnalité. Il n'exerce pas de fonction constitutionnelle. Il a une dotation soumise à certaines conditions, qui doivent être respectées, mais ses sentiments et mobiles personnels sont les siens.

Si vous aviez été son conseiller, vous lui auriez dit de ne pas écrire cette lettre au gouvernement avec son avocat ?

Je ne peux que constater que nul n'est censé ignorer la loi.

Je pense que le sens de la loi est assez clair. Mais il a évidemment le droit de se défendre.

Ces écarts de Laurent constituent un danger pour la monarchie ?

C'est essentiellement une question de comportement personnel, qui ne devrait pas affecter la monarchie.

Et votre meilleur souvenir au Palais ?

J'en ai beaucoup. Le premier, c'est la prestation de serment du Roi. Un moment fort, car dans son discours, il intégrait les nouveaux paramètres, notamment régionaux,

du pays ; un moment fort aussi car les gens découvraient un homme différent des caricatures dont il a été parfois victime.

C'étaient des caricatures ?

Oui. A ce moment, j'ai eu la sensation d'un Roi qui adoptait les lignes de référence de sa magistrature d'influence à venir et d'un homme qui montrait sa capacité et sa prestance. J'ai aussi gardé un grand souvenir de la formation du gouvernement. Avoir géré une situation complexe, de façon telle que le résultat final soit là, est un des plus du règne. C'est pourquoi « un parcours sans fautes » est une expression bien intentionnée mais qui ne rend pas tout à fait justice au travail du Roi.

Le PS a jugé que le Roi aurait pu pousser un peu plus une tripartite classique...

Beaucoup de choses se sont passées en discrétion : il ne m'appartient pas de les révéler. Mais il est évident que le Roi aussi doit tenir compte des résultats du scrutin.

En entendant certains propos N-VA, le Roi n'a-t-il pas envie parfois d'intervenir ?

Il y a les choses qui font partie du jeu politique. Le Roi n'est pas là pour choisir un camp, mais pour construire des ponts. ■

Propos recueillis par
BÉATRICE DELVAUX
MARTINE DUBUISSON

Ex-chef de cabinet du Roi, Frans van Daele se confie sur ses quatre années et demie au Palais, mais livre aussi son regard sur l'Europe d'aujourd'hui et l'Amérique de Trump.

Frans van Daele

Il a été ambassadeur dans plusieurs grands postes (Union européenne, Otan, Etats-Unis...), a travaillé avec plusieurs Premiers ministres, de Guy Verhofstadt à Yves Leterme en passant par Jean-Luc Dehaene, et fut le chef de cabinet d'Herman Van Rompuy, président du Conseil européen. Depuis l'intronisation de Philippe, il était son chef de cabinet (CD&V). Poste qu'il a quitté le 31 octobre, à 70 ans. Déjà baron, le Roi l'a nommé ministre d'Etat.

Europe « La vraie comparaison pour la Catalogne, c'est avec le Brexit »

Vous êtes ce que l'on appelle « un grand commis de l'Etat »...

J'ai choisi la carrière diplomatique car l'international me passionnait. J'ai fait le choix de servir notre pays et notre société. Je pense d'ailleurs que beaucoup de gens sont encore prêts à regarder au-delà de leurs intérêts immédiats. Voyez les 20 % de Belges (selon la Fondation roi Baudouin) qui font du bénévolat, du volontariat, ou les jeunes collègues qui nous rejoignent aux Affaires Etrangères.

Comme chef de cabinet du Roi, qu'avez-vous appris de la Belgique que vous ne saviez pas ?

Je continue à penser qu'Eyskens père avait raison quand il disait que ce pays est plus coriace qu'on ne le croit. Nous avons une opinion publique qui a beaucoup de bons sens et recherche toujours les équilibres, sur le plan social, économique ou politique. Nous avons aussi une classe politique qui a toujours veillé à créer les conditions de la solidarité, de la paix civile et d'une politique consensuelle par rapport au projet européen.

C'est ce qui nous différencie des Catalans ?

Les Catalans ont le droit d'avoir une opinion et d'agir en conséquence, c'est aussi garanti par l'Union européenne. Si c'est pacifique, je n'y vois aucun mal, au contraire. Mais la vraie comparaison pour la Catalogne est avec le Brexit : sortir d'un ensemble

dans lequel on est depuis des siècles avec des milliers de liens intimes tissés, est très difficile. Je ne porte pas de jugement sur le bien-fondé des intentions, je fais un constat : on découvre la complexité de ce qui a été entrepris.

Faut-il avoir peur, en Belgique, de la contagion séparatiste ?

Non. Le débat en Belgique me semble être mené autrement.

Le séparatisme serait passé de

mode en Flandre depuis qu'on mène, même au fédéral, la politique qui lui convient ?

C'est ce que disent certains. Lorsqu'on entre dans plus de détails, cela est-il vrai ? Est-ce plus qu'un slogan ? J'en doute. Nous ne sommes pas un pays qui s'adonne aux excès.

L'Europe se porte-t-elle beaucoup moins mal qu'il y a un an ou est-elle toujours menacée ?

Il y a du vrai dans les deux thèses, qui ne se contredisent pas. Oui, l'Europe va mieux puisque la droite radicale n'a pas réussi la percée qu'elle espérait et que le bon sens a prévalu. Mais cette partie de l'échiquier politique n'a pas disparu et reviendra en fonction des résultats et des échecs de l'Europe et des Etats. Deuxième élément d'optimisme : l'axe franco allemand est en train de se reconstituer et il faut s'en réjouir.

Quid du déficit démocratique dénoncé par David Van Rey-

brouck et d'autres ?

On ne peut pas dire des institutions européennes qu'elles ne sont pas le produit d'un processus démocratique ; mais le problème est que, dans un ensemble de 500 millions d'habitants, entre le sommet et la base, il faut réfléchir à de meilleurs mécanismes de transmission. A courte échéance, plus les gouvernements et parlements nationaux mettent le débat européen sur la table et pas seulement pour vilipender Bruxelles, plus l'opinion publique sera effectivement avec nous. A plus long terme, il faudra que les structures institutionnelles européennes se perfectionnent de sorte qu'aux yeux du citoyen, un président européen véhicule ce qu'il sent à la base.

Les fameux Etats-Unis d'Europe ?

Je sais que c'est une formule interdite d'usage mais je trouve que ce débat doit avoir lieu.

Quid de la radicalisation antidémocratique (Pologne, Hongrie) ?

Je n'aime pas mettre tous les Etats membres dans le même sac, Baltes, Slovénes, Tchèques et Hongrois sont différents. Donc les raisonnements qui parlent des pays de l'Est généralisent trop. Y a-t-il certaines dérives ? Elles ont été suffisamment signalées par Frans Timmermans (vice-président de la Commission, NDLR) pour ne pas en être conscients. Je dirais qu'il faut avoir suffisamment confiance en la nature des démocraties en Po-

logne et en Hongrie pour espérer que les changements de cap restent possibles. N'oublions pas que plusieurs Etats membres ont un passé démocratique pas si ancien et que l'appartenance à l'UE les a aidés à faire s'épanouir la démocratie.

L'Europe ne contraint pas assez les dirigeants hongrois, polonais ?

L'Europe est une communauté de droit, de solidarité et donc de dialogue. Le Traité prévoit des obligations de principe et des procédures de contrainte, les fameux articles 6 et 7. Il faut appliquer le droit. Frans Timmermans agit avec grande adresse et constance. Il faut lui en savoir gré.

Quel conseil donneriez-vous à l'Europe sur la Catalogne ?

Aussi longtemps que ce qui se passe n'entre pas dans les raisonnements de l'article 6 et 7, c'est avant tout une affaire intérieure espagnole ; mais j'ajouterais que si nous sommes une communauté de droit, nous sommes aussi communauté de dialogue et les deux se tiennent.

Selon Juncker, le nationalisme est un poison ; Charles Michel, lui, a dénoncé les violences policières lors du scrutin catalan...

En effet, les bastonnades et les gros mots n'ont jamais résolu un problème. ■

Propos recueillis par
B.DX ET M.A.D.

Trump

« Il faut vivre avec »

Vous avez été diplomate durant dix ans aux Etats-Unis. Comment expliquez-vous cette provocation de Donald Trump déclarant Jérusalem capitale d'Israël ?

Il s'agit d'une de ses promesses électorales, ainsi que de ses prédécesseurs – qui, eux, ne l'ont pas mise en œuvre. L'utilité pour le processus de paix est nulle, voire négative. Le reste du monde en est convaincu, cela fait presque l'unanimité internationale. Mais c'est le deuxième cas au Moyen Orient, avec l'affaire iranienne, où Européens et Américains se trouvent opposés. Or, dans un monde assez instable, avoir une bonne concertation entre les deux côtés de l'Atlantique reste important.

On doit craindre une guerre, venue de Corée ou du Moyen-Orient ?

C'est difficile à prévoir. Le glissement du pouvoir économique, politique, militaire et des valeurs de l'Occident vers l'Asie véhicule des éléments d'instabilité. Mais dire comment ça se traduira...

Ce n'est pas un langage de diplomate, mais Donald Trump est-il fou ?

Les bastonnades et les gros mots n'apportent rien. L'élection de M. Trump traduit le désarroi, qui vit dans une partie importante de l'opinion américaine, plus grand aux Etats-Unis que chez nous car la solidarité y est autrement organisée. Ce qui prouve que les politiques que l'on développe font vraiment une différence. Les Etats-Unis sont par ailleurs un pays qui ne se définit pas par son territoire ou sa population, mais par ses institutions. J'ai toujours admiré ce système avec ses « checks and balances ». Je pense que ce système ne se-

ra pas affecté en profondeur par ce qui se passe. Et la seule chose que je crains est que, sur trop de sujets, les Européens, en ce compris les Britanniques, et les Américains ne se rencontrent plus.

Mais pourquoi Trump prend-il une telle décision sur Jérusalem ?

Parce qu'il l'a promis, parce que cela correspond au paysage électoral américain et parce que c'est une certaine façon de faire de la politique, y compris internationale, avec ses poings.

Fait-il souhaiter sa destitution ?

Nous ne pouvons parler pour les Américains, mais il n'en reste pas moins que c'est une procédure politique et juridique très déchirante. On l'a connue pour Clinton et Nixon, et on a vu la polarisation qu'un tel processus amène, l'énergie politique qui est déviée de son but.

Y a-t-il un danger pour la paix ?

Le Moyen Orient a déjà connu trop de guerres pour en envisager d'autres, même si les risques sont toujours là. A l'autre bout du continent eurasiatique, j'espère que le message nord coréen veut surtout dire : « Fichez-moi la paix », un message qui n'est pas seulement adressé aux Américains.

Que faire dès lors face à Donald Trump ?

Attendre la prochaine élection ?

Le consensus actuel des chancelleries semble être qu'il faut vivre avec. L'Amérique reste un allié proche et une partie essentielle de notre monde.

Jusqu'à ce qu'il fasse le tweet de trop, devienne un président pyromane ?

Il ne s'appelle pas M. Kim.

Trump pour vous, c'est donc un « chien qui aboie, ne mord pas » ?

Disons que nous apprenons tous à faire la part des choses.

Propos recueillis par
B.DX. ET M.A.D.